

Modèle de clauses statutaires validé par le HCCA

Mise à jour avec l'arrêté du 20 février 2020

Option « réévaluation du bilan » (1)

Articles modifiés par rapport au modèle de statuts

(type U1)

Les textes entre crochets ont un caractère facultatif

Article 40

Réunions et objet de l'assemblée générale ordinaire

1° L'assemblée générale ordinaire doit être convoquée au moins une fois par an, dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice.

2° L'assemblée générale ordinaire annuelle doit, après lecture du rapport du conseil d'administration aux associés coopérateurs dont le contenu est précisé à l'article 47 ci-dessous et du ou des rapports des commissaires aux comptes :

- Examiner, approuver les comptes annuels et décider de leur modification s'il y a lieu ;
- Le cas échéant, examiner et approuver les comptes consolidés ou combinés ;
- Donner ou refuser le quitus aux administrateurs ;
- Affecter le résultat selon les modalités prévues au 3 ci-dessous ;
- Procéder à la nomination des administrateurs et des commissaires aux comptes ;
- Approuver l'enveloppe globale pour les indemnités compensatrices du temps consacré à l'administration de l'union ;
- Approuver le budget nécessaire aux formations des administrateurs visées au paragraphe 5 de l'article 22 ;
- Constater la variation du capital social au cours de l'exercice ;
- Délibérer sur toutes autres questions figurant à l'ordre du jour.

2 °bis L'assemblée générale ordinaire peut décider, sur rapport du conseil d'administration, [et éventuellement, d'une fédération de coopérative agréée au titre de la révision], la réévaluation de tout ou partie du bilan.

3° Après imputation du report à nouveau déficitaire et dotation des réserves obligatoires, l'assemblée générale délibère ensuite sur la proposition motivée d'affectation des excédents

répartissables présentée par le conseil d'administration successivement et s'il y a lieu sur :

- L'intérêt servi sur le montant libéré des parts sociales. Cet intérêt est au plus égal au taux fixé à l'article 14 de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération ;
- La distribution, le cas échéant, de tout ou partie des dividendes reçus au titre des participations visées à l'article [L.523-5-1](#) du Code rural et de la pêche maritime au prorata des parts sociales libérées ;
- La répartition de ristournes entre les associés coopérateurs proportionnellement aux opérations réalisées avec l'union et suivant les modalités prévues par les présents statuts ;
- La répartition de ristournes sous forme d'attribution de parts sociales entre les associés coopérateurs proportionnellement aux opérations réalisées avec l'union et suivant les modalités prévues par les statuts d'au moins 10 % des excédents annuels disponibles à l'issue des délibérations précédentes ; les parts sociales ainsi attribuées sont dites parts sociales d'épargne ;
- La constitution d'une « provision » pour parfaire l'intérêt servi aux parts sociales ;
- La constitution d'une « provision » pour ristournes éventuelles ;
- La dotation des réserves facultatives.

Ces décisions font l'objet, s'il y a lieu, de résolutions particulières.

Article 49

Exercice déficitaire et imputation des pertes

1° Le déficit constaté au cours de l'exercice est, par décision de l'assemblée générale ordinaire annuelle, soit affecté en report à nouveau, soit imputé sur les réserves facultatives s'il en a été constitué, sur la réserve pour remboursement de parts, **sur la réserve de réévaluation** et, après épuisement des autres réserves et des provisions pour parfaire l'intérêt aux parts et/ou pour ristournes éventuelles, sur la réserve légale et en dernier lieu sur les réserves indisponibles.

Lorsque les résultats propres de l'union sont déficitaires, les dividendes perçus au titre des participations détenues sont, à due concurrence, affectés à l'apurement de ce déficit.

Aucune distribution ne peut être faite en cas d'exercice déficitaire ou de maintien d'un report à nouveau déficitaire.

2° Le conseil d'administration devra, dans ce cas, présenter à l'assemblée générale ordinaire, dans son rapport, toutes propositions jugées nécessaires pour assurer le redressement financier de l'union.

Commentaires

(1) Cf. Art. [L.523-6](#) et [L.523-7](#) du Code rural et de la pêche maritime